

**RAPPORT D’EVALUATION DU PROGRAMME D’APPUI A LA FORMULATION D’UNE STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE AXEE SUR LES OMD EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

RAPPORT FINAL

**EVALUATION INDEPENDANTE**

Présentée

par

Dr. Gaston N. Rwasamanzi Consultant International

Mr. André Serboua Consultant National

31 Juillet 2010

# TABLE DES MATIERES

**SOMMAIRE EXECUTIF 5**

1. **PRESENTATION DU PROJET ET DE SON CONTEXTE 7**
2. **CONTEXTE ET JUSTIFICATION 7**
3. **NATURE DU PROJET 8**
	1. **Le projet et ses objectifs 8**
	2. **Les résultats attendus 9**
	3. **Le cadre institutionnel 9**
	4. **Le cadre de suivi et évaluation 10**
	5. **Le cadre budgétaire 10**
	6. **Le cadre juridique 10**
4. **DEMARCHE METHODOLOGIQUE 11**
5. **Identification des éléments à évaluer 11**
6. **Justification de l’évaluation des interventions d’appui 16**
7. **Présentation de la méthode d’évaluation 17**
	1. **La revue documentaire 17**
	2. **Les interviews 18**
	3. **L’analyse et le traitement des données 18**
	4. **Discussions des résultats d’étape en atelier de restitution 19**
	5. **Formulation des recommandations 19**
8. **Justesse de la méthodologie, fiabilité des sources de données, et**

 **efficacité des procédures de collecte. 19**

1. **Schéma de l’approche méthodologique 21**
2. **Présentatiion et description des principales parties prenantes 22**
3. **ANALYSE DES RESULTATS 24**
4. **Le secrétariat technique national 25**
5. **Les transports 26**
6. **Le CNLS 27**
7. **La santé 28**
8. **Eau et assainissement 29**
9. **Développement rural 30**
10. **Education 31**
11. **Secteur privé 32**
12. **Genre 33**
13. **INTERPRETATION DES RESULTATS 34**
14. **Evaluation quantitative 35**
15. **Evaluation qualitative 37**
16. **RECOMMANDATIONS 38**

**ANNEXES 43**

* + - * **Matrice des recommandations 44**
* **Programme de travail détaillé 47**
* **Liste des personnes et institutions visitées 48**
* **Liste des documents consultés 50**
* **Liste des participants à l’atelier de restitution du 28 juillet 2010 52**

**ACRONYMES**

OMD Objectifs du millénaire pour le développement

DSRP Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté

SRP Stratégie de réduction de la pauvreté

RUECA Répertoire des unités économiques de Centrafrique

CDMT Cadre des dépenses à moyen terme

CDSMT Cadre des dépenses sectorielles à moyen termes

RNDH Rapport national sur le développement humain

RGPH Rapport Général sur la population et l’habitat

RCA République Centrafricaine

RCD Rapport sur coopération et le développement

NEX National execution

PTF Partenaires techniques et financiers

PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement

FNUAP Fonds des Nations Unies pour la population

BM Banque mondiale

FMI Fonds monétaire international

ECVU Enquête sur les conditions de vie en milieu urbain

ECVR Enquête sur les conditions de vie en milieu rural

PTA Plan de travail annuel

PNDS Plan national de développement sanitaire

CNLS Comité National de lutte contre le SIDA

PAP Plan d’action prioritaire

CGAB Cadre global des appuis budgétaires.

**SOMMAIRE EXECUTIF**

**« Le Programme d’Appui pour la Formulation d’une Stratégie de Réduction de la Pauvreté axée sur les OMD »**, objet du présent rapport d’évaluation, fut une initiative du Programme des Nations Unies pour le Développement en République Centrafricaine qui se situait dans le cadre de la coopération avec le gouvernement centrafricain. Désigné sous le nom de Projet 53229, cette initiative s’est caractérisée par une assistance variée qui avait pour objectifs principaux, **(i)** l’évaluation des besoins pour l’atteinte des OMD pour les secteurs prioritaires de la santé, de l’éducation, de l’eau et assainissement, du VIH/SIDA, du développement rural, des infrastructures de transport, et du genre, **(ii)** le développement d’une stratégie de promotion de la croissance économique et de l’emploi, **(iii)** la finalisation du DSRP axé sur les OMD, **(iv)** la mise en place d’un mécanisme souple et fonctionnel de suivi et évaluation du DSRP et des OMD.

Ce rapport d’évaluation porte sur une période de 13 mois qui va de décembre 2006 à décembre 2007, et qui correspond aux dates de démarrage et d’achèvement du projet.

L’objectif de cette évaluation indépendante est :

1. d’identifier et d’évaluer les appuis dispensés par le projet 53229.
2. d’évaluer et de mesurer les changements intervenus suite à cet appui depuis la fin du projet.
3. d’examiner la pertinence de ces changements, et le niveau d’appropriation du projet au niveau national, de même que l’appréciation du partenariat Gouvernement-PNUD.
4. de dégager les leçons apprises au regard des résultats générés par l’intervention du projet.

Ultimement, cette évaluation permettra de formuler des recommandations appropriées pour la conception, la mise en œuvre et le suivi des interventions futures.

Le rapport est composé de cinq parties principales:

1. La présentation du projet et de son contexte
2. La démarche méthodologique
3. L’analyse et le traitement des données recueillies à travers :
4. La revue documentaire
5. Les interviews
6. L’interprétation des résultats
7. Les recommandations visant à améliorer l’efficacité des interventions et initiatives futures.
8. Les annexes.

Conformément aux termes de référence, l’évaluation devrait essentiellement traiter des activités et interventions du projet 53229 énumérées ci-après :

1. L’évaluation de l’appui au processus de préparation du DSRP
2. L’évaluation de l’appui à l’évaluation des besoins pour les OMD
3. L’évaluation de l’appui à l’organisation de l’enquête de RUECA
4. L’évaluation de l’appui à l’organisation de l’enquête sur la déclaration de Paris
5. L’évaluation de l’appui à la préparation du document de projet du Cadre Intégré
6. L’évaluation de l’appui à l’élaboration d’un nouveau code de commerce
7. L’évaluation de l’appui à l’élaboration du rapport national de suivi des OMD
8. L’évaluation de l’appui à l’élaboration du RNDH
9. L’évaluation de l’appui à l’élaboration du rapport sur le RCD
10. L’évaluation de l’appui à l’élaboration du CMDT

Cependant, il convient à ce stade d’insister sur le fait que les composantes à évaluer énumérées ci-dessus méritent une reformulation qui serait moins limitative. Ce point a été traité en détails dans la démarche méthodologique du présent rapport.

Ce rapport s’est conformé aux principes de suivi et évaluation axés sur les résultats en veillant systématiquement à s’assurer que les procédés, les produits , et les services ont contribué efficacement à la réalisation des résultats définis, à savoir : (i) renforcer la capacité organisationnelle et le développement de l’apprentissage, (ii) assurer une prise de décision éclairée, (iii) appuyer le devoir de rendre compte, (iv) renforcer la capacité du pays dans les secteurs prioritaires, et (v) renforcer l’application des droits basés sur l’approche genre.

Précisons enfin qu’il s’agit ici d’une évaluation ex post qui est entreprise nettement après la clôture du projet, et qui de ce fait ne s’intéressera qu’aux effets à moyen ou à long terme, contrairement à l’évaluation dite finale qui est effectuée directement à la fin d’une intervention et qui ne peut observer que les effets à court terme.

Cette évaluation est tributaire de la disponibilité des données liées aux interventions d’appui qui doivent être évaluées, et, c’est à l’intérieur de ces limites que ce rapport a été élaboré.

1. **PRESENTATION DU PROJET ET DE SON CONTEXTE**
2. **CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

La République Centrafricaine a connu au cours des deux dernières décennies une période d’instabilité caractérisée par des crises politico-militaires répétitives qui ont provoqué, de nombreuses et profondes difficultés économiques, et une paupérisation des populations sous toutes ses formes[[1]](#footnote-2) : accroissement du nombre des pauvres, diminution de la sécurité alimentaire, accroissement de la mortalité des enfants, baisse des taux de scolarisation, impact funeste du VIH/SIDA, montée du chômage, et inversion générale de l’indicateur du développement humain.

Cette situation a été exacerbée par une baisse dramatique de l’aide publique au développement dont le niveau moyen en 2007 représentait le 5ème de celui de la décennie antérieure. Il en a résulté une dégradation du tissu social et un affaiblissement des capacités de l’Etat à assumer la gestion du développement, au point que le Rapport de suivi des OMD élaboré en 2007 par le Gouvernement Centrafricain avec l’appui du Système des Nations Unies estimait qu’aucun des Objectifs du Millénaire ne serait atteint si les conditions des principaux indicateurs se maintenaient au niveau de 2007.

Dans l’entretemps, l’organisation et la tenue des élections de mai-juin 2005, ainsi que la mise en place de nouvelles institutions, avaient pavé le chemin vers la restauration de la paix, condition essentielle à toute reprise des activités de développement.

C’est dans ce contexte, que le Gouvernement Centrafricain avec l’appui du PNUD, de la Banque Mondiale, et d’autres partenaires au développement, s’est engagé à élaborer un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté. L’initiative du PNUD est intervenue, dans ce contexte post conflit, pour appuyer le gouvernement à formuler une stratégie de réduction de la pauvreté axée sur les OMD, et d’aider de la sorte à la remobilisation des principaux partenaires au développement en faveur de la RCA. Il est important de souligner que cette action du PNUD a été entreprise quand les autres partenaires au développement avaient interrompu leurs activités suite à l’aggravation des crises politico-militaires en RCA.

Le DSRP a été finalisé en 2007 et mis en œuvre pour une période de trois ans à partir de 2008, actuellement, une évaluation de sa mise en œuvre est en cours de finalisation.

La justification du Projet 53229 trouve ses racines dans les conclusions du rapport national sur les OMD de 2004 qui avait estimé que la probabilité d’atteindre la plupart des objectifs du millénaire était quasi nulle pour la RCA, à moins qu’un changement radical de cap ne soit apporté aux orientations des politiques et programmes du pays. Le changement devait se traduire au niveau analytique et stratégique, et reposer sur une vision de développement à long terme, tandis que la formulation des programmes devait être basée sur l’approche « résultats ». C’est dans ce cadre que le gouvernement a pris l’engagement d’élaborer un certain nombre de documents de politique sectorielle ayant comme objectif l’atteinte des OMD, il s’agissait principalement du DSRP, du Plan Cadre de lutte contre le Sida et du Plan National de Développement Sanitaire.

1. **NATURE DU PROJET**
	1. **Présentation du projet et de ses objectifs**

Le « **Programme d’Appui à la Formulation d’une Stratégie de réduction de la Pauvreté axée sur les OMD** » désigné également sous le nom de Projet 53 229 appartient à la catégorie des projets d’aide au développement. Son objectif était d’appuyer le gouvernement dans l’élaboration des stratégies sectorielles à long terme à travers l’évaluation des besoins pour l’atteinte des OMD, la mise en œuvre d’une stratégie de la croissance économique et de l’emploi, ainsi qu’un plan de suivi et évaluation des OMD. Ces stratégies de vision à long terme, devraient permettre, à terme, l’élaboration d’un DSRP de 2ème génération qui intègrerait parfaitement, à la fois, les OMD et une vigoureuse promotion de la croissance et de l’emploi.

L’objectif global de ce projet peut se résumer comme étant celui de renforcer les capacités des administrations centrafricaines dans la mise en œuvre des stratégies de croissance et de l’emploi, et dans l’utilisation des outils de planification et de gestion à long terme. Le projet devait permettre :

* L’élaboration de cadres budgétaires à moyen et à long terme pour les sept secteurs prioritaires.
* l’évaluation des besoins pour l’atteinte des OMD, principalement pour les secteurs de la (i) santé, (ii) de l’eau et assainissement, (iii) de l’éducation, (iv) du VIH/SIDA, (v) du développement rural, (vi) des infrastructures de transport, et (vii) du genre.
* Le développement d’une stratégie de promotion de la croissance et de l’emploi.
* La finalisation d’un DSRP axé sur les OMD.
* La mise en place d’un mécanisme souple et fonctionnel de suivi et évaluation du DSRP et des OMD avec un accent particulier sur le suivi du VIH/SIDA.

Les objectifs spécifiques et opérationnels du Projet 53 229 consistaient à permettre le renforcement des capacités des départements techniques prioritaires, et des cadres nationaux, et de leur permettre de disposer des outils et instruments pour:

* Le choix des indicateurs de suivi et évaluation du DSRP et des OMD.
* Le suivi des dépenses publiques.
* Le suivi du bien être des ménages.
* L’évaluation de l’impact des politiques et programmes de réduction de la pauvreté.
* La mise en œuvre des cadres stratégiques sectoriels de la santé, du VIH/SIDA, de l’éducation, du genre, du développement rural, de l’assainissement et l’eau, et finaliser le DSRP.
	1. **Les résultats attendus du projet**

Les résultats attendus par rapport aux cinq objectifs globaux se résument comme suit.

**Objectif 1#** Elaboration du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté dans l’optique des OMD pour les 7 secteurs prioritaires.

**Résultats attendus 1#** Production des documents de stratégies sectorielles à moyen et long terme accompagnés des matrices d’action et d’un document budgétaire à long terme.

**Objectif 2#** Evaluation des besoins pour l’atteinte des OMD pour les 7 secteurs prioritaires.

**Résultats attendus 2#** Production de documents d’évaluation des besoins pour l’atteinte des OMD pour les 7 secteurs prioritaires.

**Objectif 3#** Développement des stratégies de croissance économique et de promotion de l’emploi.

**Résultats attendus 3#** Production : (i) du document du Cadre Intégré, (ii) de l’enquête portant sur le Répertoire des Unités Economiques en Centrafrique (RUECA), et (iii) du nouveau Code du Commerce.

**Objectif 4#** Finalisation du DSRP axé sur les OMD.

**Résultats attendus 4#** Production de la version finale du DSRP axé sur les OMD, avec ses coûts quantifiés.

**Objectif 5#** Elaboration d’un mécanisme adapté de suivi et évaluation du DSRP et des OMD.

**Résultats attendus 5#** Mise en place progressive de 3 sous systèmes de: (i) suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté, (ii) de suivi des programmes et projets,(iii) de l’évaluation de l’impact des politiques de réduction de la pauvreté.

L’évaluation indépendante aura entre autres la tâche de vérifier si ces résultats ont été réalisés soit en totalité, soit en partie.

* 1. **Le cadre institutionnel du projet**

La gestion du projet était assurée par deux organes.

**Le comité de pilotage** du DSRP dont le rôle était de définir les grandes lignes des actions à mener, et d’en faire le suivi et évaluation.

**Le secrétariat technique** **permanent** du DSRP dont le rôle était la supervision technique des activités du projet, principalement la mise en œuvre des recommandations du Comité de Pilotage et des activités programmées, le respect du calendrier des activités, et la préparation des rapports d’étapes des sessions. Le secrétariat technique a bénéficié des conseils et appuis techniques de l’Unité des Politiques et Stratégies du PNUD.

* 1. **Le cadre de suivi et évaluation du projet**

Des réunions périodiques du **Comité de Pilotage**, et du **Secrétariat Technique** devaient suivre l’état d’exécution des activités du projet sur une base trimestrielle, et prendre les dispositions qu’exigeait l’état des résultats.

* 1. **Cadre budgétaire**

Le montant total du budget prévu pour être consacré au projet pour une durée de vie de 13 mois était de 1.482.000 $ us entièrement pris par le TRAC II. Sa répartition par sous programme a été la suivante :

|  |  |
| --- | --- |
| **SOUS PROGRAMME** | **MONTANT EN $ US** |
| **Tranche décembre 2006 (affectation non spécifiée)** | 42.000 |
| **Cadres stratégiques des 7 secteurs prioritaires** |  960.000 |
| **Cadre des dépenses à moyen terme** |  140.000 |
| **Croissance économique et emploi** |  125.000 |
| **Dispositif de suivi et évaluation du DSRP et des OMD** |  215.000 |
| **Total des 4 sous programmes** | **1.482.000** |

* 1. **Cadre juridique**

Le projet se situait dans le cadre de l’Accord d’Assistance de base conclu entre le gouvernement de la RCA et le PNUD en août 1976.

1. **DEMARCHE METHODOLOGIQUE**

La démarche méthodologique adoptée s’est basée sur l’approche « suivi et évaluation axée sur les résultats » qui consiste à s’assurer que les procédés, les outils, et services utilisés **contribuent à la réalisation des résultats préalablement et clairement définis.**

Cette démarche est composée des quatre étapes ci-après :

* L’identification de ce qui doit être évalués.
* La justification de l’évaluation des éléments identifiés
* La présentation de la méthode d’évaluation.
* La démonstration, (i) de la justesse de la méthodologie appliquée, (ii) de la fiabilité des sources des données utilisées, et (iii) de l’efficacité des procédures de collecte suivies, ceci afin de garantir l’obtention de réponses crédibles et conformes aux faits.
* La description et la présentation des principales parties prenantes : utilisateurs de l’évaluation, bailleurs partenaires, responsables des organisations chargées de projets similaires et bénéficiaires.

La démarche méthodologique proposée, a tenu compte des exigences énumérées dans les TDR spécifiquement en ce qui concerne le paragraphe « méthodologie, et produits d’évaluation » aux pages 3 et 4.

1. **IDENTIFICATION DES ELEMENTS DEVANT ETRE EVALUES**

En début de rapport, dans le sommaire exécutif, nous avons souligné la nécessité de reformuler la manière d’identifier les éléments à évaluer dans le but d’intégrer « **tout type d’appui dispensé** **pour atteindre les objectifs du projet »** tels qu’ils ont été définis dans le document du projet du 1er mars 2007[[2]](#footnote-3). En effet, l’examen de la liste présentée dans les TDR telle qu’elle apparaît ci-dessous appelle un certain nombre de commentaires et de corrections.

1. L’évaluation de l’appui au processus de préparation du DSRP
2. L’évaluation de l’appui à l’évaluation des besoins pour les OMD
3. L’évaluation de l’appui à l’organisation de l’enquête de RUECA
4. L’évaluation de l’appui à l’organisation de l’enquête sur la déclaration de Paris
5. L’évaluation de l’appui à la préparation du document de projet du Cadre Intégré
6. L’évaluation de l’appui à l’élaboration d’un nouveau code de commerce
7. L’évaluation de l’appui à l’élaboration du rapport national de suivi des OMD
8. L’évaluation de l’appui à l’élaboration du RNDH
9. L’évaluation de l’appui à l’élaboration du rapport sur le RCD
10. L’évaluation de l’appui à l’élaboration du CDMT

En effet, à l’examen de cette liste il apparaît que :

1. La rubrique clé du projet concernant  « **le volet appui à l’élaboration d’un mécanisme adapté de suivi et évaluation »** n’a pas été mentionnéepour être évaluée en dépit de son importance majeure.
2. Seule l’évaluation de l’appui dispensé est envisagée, alors que **l’évaluation des changements** apportés par l’appui au regard des objectifs fixés doit également faire l’objet d’une évaluation.

Afin d’éviter tout risque d’omissions, le procédé le plus approprié pour l’identification des éléments devant être évalués est une approche en **trois phases** dont le principe consiste à « **lier  les objectifs définis dans le document du projet, aux interventions d’appui correspondantes »** qui seront évaluées.

**Phase 1**. Identification des objectifs visés et définis

**Phase 2**. Identification des résultats attendus correspondant aux objectifs visés.

**Phase 3**. Extraction, à partir des résultats, des activités et interventions d’appui à évaluer.

Ce procédé est clairement illustré dans les tableaux qui suivent, et son application à l’ensemble des objectifs visés par le projet a permis d’identifier tous les éléments à évaluer. Telle est la démarche qui a été suivie dans la présente évaluation.

**IDENTIFICATION DES ELEMENTS DEVANT FAIRE L’OBJET D’UNE EVALUATION**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **OBJECTIFS DU PROJET[[3]](#footnote-4)** | **RESULTAT CORRESPONDANT A L’OBJECTIF** | **PRODUITS FINAL ATTENDU** | **ACTIVITES/INTERVENTIONS DU PROJET A EVALUER** |
| 1. Elaboration du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté dans l’optique des OMD pour les secteurs prioritaires.
 | Production de documents de stratégies sectorielles à MT et LT accompagnés des matrices d’action et d’un document de cadre budgétaire à LT | Rapport des stratégies sectorielles pour tous les secteurs prioritaires élaborés | **i)** Type d’appui dispensé pour rendre disponible le produit final: renforcement des capacités, fourniture d’équipements, appui financier, conseil, tout autre moyen déployé, et **(ii)** changements apportés par l’appui par rapport aux résultats attendus. |
| 1. Evaluation des besoins des secteurs prioritaires pour l’atteinte des OMD
 | Production de documents d’évaluation des besoins sectoriels pour l’atteinte des OMD jusqu’en 2015 (bilan des investissements publics précis nécessaires pour atteindre les OMD | Rapports d’évaluation des besoins des OMD pour les secteurs prioritaires. | **i)** Type d’appui dispensé pour rendre disponible le produit final: renforcement des capacités, fourniture d’équipements, appui financier, conseil, tout autre moyen déployé, et **(ii)** changements apportés par l’appui par rapport aux résultats attendus. |
| 1. Développement des stratégies de la croissance économique et de la promotion de l’emploi.
 | (i)Document du Cadre Intégré. (ii) Enquête portant sur le Répertoire des Unités Economiques de Centrafrique (RUECA). (iii) Cadre réglementaire et légal du secteur privé.  | (i) Document du Cadre intégré élaboré et disponible. (ii) Enquête portant sur le RUECA effectué, et les données disponibles. (iii) Cadre légal et réglementaire élaboré et disponible (Code du commerce). | **i)** Type d’appui dispensé pour rendre disponible le produit final: renforcement des capacités, fourniture d’équipements, appui financier, conseil, tout autre moyen déployé, et **(ii)** changements apportés par l’appui par rapport aux résultats attendus. |

**-suite-**

**IDENTIFICATION DES ELEMENTS DEVANT FAIRE L’OBJET D’UNE EVALUATION**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **OBJECTIFS DU PROJET** | **RESULTAT CORRESPONDANT A L’OBJECTIF** | **PRODUITS FINAL ATTENDU** | **ACTIVITES-INTERVENTIONS D’APPUI DU PROJET A EVALUER** |
| 1. Finalisation du DSRP
 | Production d’un DSRP axé sur les OMD et ses coûts calculés | Document final du DSRP | **(i)** Type d’appui dispensé pour rendre disponible le produit final: renforcement des capacités, fourniture d’équipements, appui financier, conseil, tout autre moyen déployé, et **(ii)** changements apportés par l’appui par rapport aux résultats attendus. |
| 1. Elaboration d’un mécanisme adapté de suivi et évaluation du DSRP et des OMD
 | Mise en place d’un outil de suivi et évaluation composé de trois sous-systèmes : (i) Suivi des conditions de vie des ménages. (ii) Suivi des programmes et projets. (iii) Évaluation de l’impact des politiques de réduction de la pauvreté. | Outils et structures de suivi et évaluation | **(i)** Type d’appui dispensé pour rendre disponible le produit final: renforcement des capacités, fourniture d’équipements, appui financier, conseil, tout autre moyen déployé, et **(ii)** changements apportés par l’appui par rapport aux résultats attendus |

**-suite-**

**IDENTIFICATION DES ELEMENTS DEVANT FAIRE L’OBJET D’UNE EVALUATION**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **OBJECTIFS DU PROJET** | **RESULTAT CORRESPONDANT A L’OBJECTIF** | **PRODUITS FINAL ATTENDU** | **ACTIVITES-INTERVENTIONS D’APPUI DU PROJET A EVALUER** |
| 1. Elaboration du RNDH
 | Elaboration d’un rapport national sur le développement humain en RCA. | Rapport National sur le Développement Humain élaboré et disponible | Type d’appui dispensé pour rendre disponible le produit final: renforcement des capacités, fourniture d’équipements, appui financier, conseil, tout autre moyen déployé, et **(ii)** changements apportés par l’appui par rapport aux résultats attendus |
| 1. Elaboration RCD
 | Elaboration d’un rapport sur la coopération et le développement en RCA | Rapport sur la Coopération et le Développement élaboré et disponible | Type d’appui dispensé pour rendre disponible le produit final : renforcement des capacités, fourniture d’équipements, appui financier, conseil, tout autre moyen déployé, et **(ii)** changements apportés par l’appui par rapport aux résultats attendus |
| 1. Enquête sur l’efficacité de l’aide à la RCA

(Déclaration de Paris) | Réaliser une enquête sur la Déclaration de Paris relative à l’efficacité de l’aide à la RCA | Document final de l’enquête produit et disponible | Type d’appui dispensé pour rendre disponible le produit final: renforcement des capacités, fourniture d’équipements, appui financier, conseil, tout autre moyen déployé, et **(ii)** changements apportés par l’appui par rapport aux résultats attendus |

Il résulte de la concordance établie entre les objectifs visés et les résultats attendus que l’évaluation doit porter essentiellement sur le contenu de la 4ème colonne. De manière concrète, il s’agit d’évaluer pour chacun des objectifs visés dans les tableaux précédents :

* Le type d’appui qui a été dispensé que ce soit sous forme de renforcement des capacités, de conseils, d’équipements, ou de support financier, (ii) les procédés qui ont été suivis, et, (iii) tout autre moyen déployé pour atteindre chaque objectif visé.
* Les changements, apportés par l’appui, comparés aux résultats attendus.

L’évaluation détaillée a permis d’identifier dans la suite les composantes dérivées ou liées à ces changements globaux qui ont également été évalués tels que : (i) la pertinence des changements par rapport aux résultats attendus, (ii) la pertinence du partenariat PNUD, et, (iii) le niveau d’appropriation national de ces changements.

1. **JUSTIFICATION DE L’EVALUATION DES INTERVENTIONS D’APPUI**

Le processus d’élaboration du DSRP fut lancé en 2001 mais fut aussitôt confronté à d’importants obstacles de financement. En effet, le Crédit PAPE de la Banque Mondiale qui avait été identifié comme principal source de financement fut contraint d’interrompre son action suite à l’accumulation d’arriérés impayés par la RCA. Ce retrait mis fin aux décaissements des PTF en faveur du pays dès 2002.

Après 2003, le PNUD a repris le relais de la coopération sur le thème de la lutte contre la pauvreté en appuyant la réalisation de deux enquêtes majeures : l’enquête sur les conditions de vie des ménages en milieu urbain (ECVU), et l’enquête sur les conditions de vie des ménages en milieu rural (ECVR). Par la suite, la Banque Mondiale qui avait repris sa coopération avec la RCA a renforcé l’action du PNUD en soutenant la réalisation d’une enquête participative sur le **profil unique de la pauvreté** en RCA. C’est ce profil unique de la pauvreté qui est devenu par la suite un des piliers du **DSRP**.

Le processus d’élaboration du DSRP a débuté en décembre 2006, et a été parachevé en septembre 2007 avec l’appui décisif du PNUD, et grâce également à toutes les actions préparatoires qui ont précédé, sous l’impulsion d’autres partenaires au développement mobilisés avec le support du PNUD, comme la Banque Mondiale. Sa mise en œuvre a débuté en 2008 pour une période de trois années se terminant en 2010, et une évaluation de celle-ci est en voie d’achèvement.

Après un parcours aussi long, difficile et complexe pour produire le DSRP, la justification de cette mission indépendante d’évaluation répond à trois raisons fondamentales :

1. La présente évaluation se situe dans le cadre d’un plan global d’évaluation des projets du bureau PNUD de Bangui, elle doit décrire les changements intervenus à la fin du projet, mesurer leur pertinence par rapport aux résultats attendus, valider leur niveau d’appropriation nationale, et permettre de dégager le niveau de pertinence du partenariat PNUD.
2. Le DSRP actuel devrait en principe être suivi par un DSRP de 2ème génération qui mettra un accent particulier sur la promotion de la croissance et de l’emploi. A cet égard, le PNUD, conformément aux règles classiques de gestion saine, voudrait apprécier, par le biais d’une évaluation neutre, les résultats globaux de son projet, et juger de leur impact, ceci, afin d’améliorer l’efficacité de futurs projets de nature comparable, spécialement, le DSRP de seconde génération qui est prévu à court terme.
3. D’un point de vue aussi bien statutaire, qu’éthique, le PNUD considère qu’il est de son obligation de rendre compte du résultat de ses initiatives actions.

Telles sont, de notre point de vue, les raisons du bien fondé de cette mission indépendante d’évaluation.

1. **PRESENTATION DE LA METHODE D’EVALUATION**

L’approche méthodologique retenue pour la conduite de l’évaluation comprend les étapes suivantes:

1. Une vaste revue documentaire.
2. La conduite d’interviews auprès des parties prenantes et du PNUD.
3. L’analyse et le traitement des données collectées à travers la revue documentaire et les interviews.
4. La présentation des résultats de l’évaluation.
5. La discussion des résultats en atelier de restitution avec les parties prenantes.
6. La présentation du rapport final incluant les recommandations.

* 1. **La revue documentaire**

La revue documentaire a consisté à parcourir l’ensemble des documents disponibles ayant traité du DSRP et (ou) de ses parties constitutives. Il s’agit des documents du projet, des divers rapports élaborés, de comptes-rendu de séminaires ou ateliers, de rapports de missions de formation, de notes d’information, et de tout autre document lié au projet du DSRP. L’ensemble de cette documentation a été analysée afin de comparer, en fin de parcours, son contenu en termes d’objectifs aux résultats réels du terrain.

* 1. **Les interviews**

Les interviews ont été menées auprès des parties prenantes, du PNUD, ainsi qu’auprès de certains autres partenaires au développement en vue de récolter l’information relative :

1. Au type d’appui qui a été dispensé.
2. Aux changements dus à l’action de l’appui.
3. A l’expérience et aux leçons tirées du partenariat.
4. A la perception et l’appréciation du partenariat par les parties prenantes.
5. Aux informations utiles pouvant contribuer à l’amélioration des interventions futures.
6. Au niveau d’approbation des produits générés par le projet.
7. Aux principaux facteurs ayant contribué à l’atteinte des objectifs.

En ce qui concerne PNUD, les échanges ont porté essentiellement sur les procédés ayant été utilisés pour apporter l’appui, les rapports avec les parties prenantes, ainsi que sur les limites du partenariat.

* 1. **Analyse et traitement des données**

L’’analyse et le traitement des données ont consisté principalement à effectuer le croisement des diverses informations recueillies à travers la revue documentaire et les interviews enfin d’en extraire les résultats.

De plus, toute cette approche a été complétée et renforcée par l’application aux résultats des **« Critères d’Evaluation de l’Assistance au Développement[[4]](#footnote-5) »** afin de faire ressortir les points forts et les points faibles du Programme d’Appui à la formulation d’une SRP axée sur les OMD.

**Critères d’évaluation**

**La pertinence#** qui définit dans quelle mesure une activité est conforme aux politiques et priorités des groupes cibles que sont les bénéficiaires et les bailleurs.

**La cohérence#** qui mesure si les moyens sont adéquats à l’objectif visé

**L’efficience#** qui donne la mesure des résultats qualitatifs et quantitatifs par rapport aux ressources utilisées et dont le principe est l’obtention du meilleur résultat avec des ressources limitées.

**L’effectivité#** qui permet d’établir jusqu’où une activité permet de réaliser les objectifs visés.

**La pérennité#** qui mesure comment les bénéfices résultant d’une activité ou d’une série d’activités demeureront une fois l’assistance retirée.

**L’impact#** qui se traduit à travers les changements positifs ou négatifs produits par une intervention, directement ou indirectement.

* 1. **Discussions des résultats d’étape en atelier de restitution**

Les discussions en atelier de restitution ont consisté, d’une part, à vérifier si les résultats du rapport reflétaient la situation des secteurs, et d’autre part, à comparer les points de vue individuels développés au cours des interviews à ceux des groupes de travail en atelier afin de remédier à certaines insuffisances, et disposer de la sorte de résultats définitivement fiables et objectifs. La valeur ajoutée de cet exercice a été déterminante en termes de clarification et de mise à jour des résultats de la présente évaluation.

* 1. **Formulation des recommandations**

Des recommandations pour chaque secteur ou institution concernée ont été formulées, et en fin de rapport, des recommandations globales constituant la substance des recommandations sectorielles ont été présentées.

1. **JUSTESSE DE LA METHODOLOGIE, FIABILITÉ DES SOURCES DE DONNÉES, EFFICACITE DES PROCÉDURES DE COLLECTE, AFIN DE GARANTIR DES RÉPONSES FIABLES**.

Le processus méthodologique présenté recoure naturellement aux étapes classiques de la recherche :

* 1. La revue documentaire a fourni l’information objective provenant aussi bien des parties prenantes bénéficiaires que des partenaires au développement comme le PNUD, le FNUAP, le FMI ou la BM. Les multiples documents ayant conduit à la finalisation du DSRP constituent la source la plus fiable qui soit.
	2. Les interviews ont représenté la partie dynamique de la collecte des données dans la mesure où ils mettaient en scène les représentants des acteurs principaux du DSRP. Leurs opinions, perceptions, et appréciations sont une source inestimable d’informations sur la dynamique du projet en termes opérationnels et de résultats.
	3. Le croisement des données provenant des deux sources et de l’atelier de restitution ont permis de dégager des résultats fiables à travers cette succession de validations des données.

Nous demeurons convaincus que le processus méthodologique suivi a permis non seulement de donner les réponses adéquates aux questions posées dans les TDR, mais également de tirer des enseignements utiles pour des interventions futures de nature comparable.

1. **SCHEMA DE L’APPROCHE METHODOLOGIQUE PROPOSEE**

**REVUE DOCUMENTAIRE**

**INTERVIEWS DES PARTIES PRENANTES ET DES SERVICES DU PNUD**

**PERTINENCE**

**COHERENCE**

**EFFICACITE**

**EFFICIENCE**

**PERENNITE**

**IMPACT**

**ANALYSE ET TRAITEMENT DES DONNÉES COLLECTEES**

**Points faibles**

**Points Forts**

**6. PRÉSENTATION ET DESCRIPTION DES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES[[5]](#footnote-6)**

**RESULTATS DEFINITIFS**

**RECOMMANDATIONS**

**RESULTATS PROVISOIRES DE L’EVALUATION**

**ATELIER DE RESTITUTION**

Conformément aux TDR, nous présentons ci-dessous la liste descriptive des principales parties prenantes que nous avons contactées, ainsi que leurs statuts respectifs soit comme utilisateurs de l’évaluation, bailleurs partenaires, ou bénéficiaires de l’appui.

1. **Secrétariat Technique Permanent**

**Statut : Partenaire bénéficiaire du programme d’appui**

C’est la structure opérationnelle qui a en charge la gestion et la supervision technique des activités du DSRP. Le secrétariat technique bénéficie pour ce projet de conseils et appuis techniques de l’Unité des Politiques et Stratégies du PNUD.

1. **Comité National de Lutte contre le Sida**

**Statut : Partenaire bénéficiaire du programme d’appui**

Le CNLS est la structure nationale en charge de la prévention, de la prise en charge et de la coordination-suivi et évaluation du VIH/SIDA

1. **Ministère de la Santé Publique et de la Population**

**Statut : Partenaire bénéficiaire du programme d’appui**

C’est l’institution gouvernementale chargée de la gestion du secteur de la santé du pays

1. **Direction générale de l’hydraulique (Eau et Assainissement)**

**Statut : Partenaire bénéficiaire du programme d’appui**

La direction générale de l’hydraulique est la structure en charge de la gestion de l’eau et de l’assainissement, elle est placée sous la tutelle du ministère des mines.

1. **Ministère des Transports et du Désenclavement**

**Statut : Partenaire bénéficiaire du programme d’appui**

C’est l’institution gouvernementale chargée de la gestion du secteur des transports du pays

1. **Ministère de l’Agriculture et du Développement Rural**

**Statut : Partenaire bénéficiaire du programme d’appui**

C’est l’institution gouvernementale chargée de la gestion du secteur du développement rural du pays et de l’agriculture.

1. **Ministère de l’Education Nationale**

**Statut : Partenaire bénéficiaire du programme d’appui**

C’est l’institution gouvernementale chargée de la gestion du secteur de l’éducation du pays.

1. **Ministère des Mines, de l’Energie et de l’Hydraulique**

**Statut : Partenaire bénéficiaire du programme d’appui**

C’est l’institution gouvernementale chargée de la gestion du secteur des mines du pays, et qui assure la tutelle de la direction générale de l’hydraulique.

1. **Ministère des Finances et du Budget**

**Statut : Partenaire bénéficiaire du programme d’appui**

1. C’est l’institution gouvernementale chargée de la gestion du secteur des finances publiques du pays.
2. **Ministère des affaires sociales et de la promotion de la femme**

**Statut : Partenaire bénéficiaire du programme d’appui**

1. C’est l’institution gouvernementale chargée de la gestion du secteur social et des questions du genre du pays
2. **Ministère du Commerce et de l’Industrie**

**Statut : Partenaire bénéficiaire du programme d’appui**

C’est l’institution gouvernementale chargée de la gestion du secteur des entreprises du pays

1. **Chambre de commerce, de l’industrie, des mines et de l’artisanat (CCIMA)**

**Statut : Partenaire bénéficiaire du programme d’appui**

C’est l’organisation qui regroupe des opérateurs économiques du secteur privé, et qui représente leurs intérêts.

1. **Ministère des eaux et forêts**

**Statut : Partenaire bénéficiaire du programme d’appui**

C**’**est l’institution gouvernementale chargée de la gestion du secteur des eaux et forêts du pays

1. **Programme des Nations Unies pour le Développement PNUD).**

**Statut : Bailleur, coordonateur de l’aide au développement, utilisateur de l’évaluation**

C’est un programme des Nations Unies en charge de la coordination de l’aide au développement. Il joue également le rôle de bailleur de fonds.

1. **Fond Monétaire International (FMI)**

**Statut : Bailleur de fonds, et utilisateur de l’évaluation**

Institution internationale multilatérale ayant pour rôle de promouvoir la coopération monétaire internationale, de garantir la stabilité financière, de faciliter les échanges internationaux, de contribuer à un niveau élevé d’emploi, à la stabilité économique et de faire reculer la pauvreté.

1. **Fond des Nations Unies pour la Population (FNUAP)**

**Statut : Bailleur de fonds, et utilisateur de l’évaluation**

Agence internationale des Nations Unies dont la mission est d’œuvrer en faveur du droit à la santé et de l'égalité des chances de chacun, femme, homme et enfant.

1. **ANALYSE DES RESULTATS**

Le contenu de cette 3ème partie du rapport est le résultat de l’apport de la recherche documentaire, et des interviews qui ont été menées auprès des parties prenantes.

**La revue documentaire**

La recherche documentaire s’est appuyée sur une cinquantaine de documents clés comprenant des rapports analytiques, des rapports de missions, des comptes rendu d’ateliers, des rapports d’enquêtes, des documents de programmes, des documents des stratégies sectorielles, ainsi que des plans d’actions liés au contexte du DSRP.

**Les interviews**

Les interviews ont été conduites du 09-07 au 27-07 auprès de plus de 17 parties prenantes incluant les secteurs prioritaires, des secteurs non prioritaires comme les ministères des finances, du plan, des mines et du commerce, ainsi que des partenaires au développement comme le PNUD, le FMI et le FNUAP.

**Les résultats**

Les résultats sectoriels et globaux de l’évaluation proviennent du croisement des données recueillies à partir des deux sources et des travaux de l’atelier de restitution.

Les tableaux ci-après reprennent les éléments à évaluer par secteur ou par institution. Leur conception et leur structure permettent de répondre avec clarté aux questions posées dans les TDR.

1. **SECRETARIAT TECHNIQUE NATIONAL DU DSRP**

|  |
| --- |
| **TYPES D’APPUIS**  |
| Renforcement des capacités et Appui Financier |
| **RESULTATS** |
| * Mise en place d’une équipe compétente.
* Renforcement des capacités des départements ayant mis certains de leurs personnels à la disposition du DSRP.
* Implication d’autres structures (comités sectoriels en mission en régions).
* Implication de la population comme partenaire.
* Positionnement des régions dans le cadre de la mise en œuvre du DSRP.
* Emergence d’une vision unique du développement national chacun se sentant intégré.
 |
| **FACTEURS AYANT CONTRIBUÉ À L’ATTEINTE DE CES RÉSULTATS** |
| * Le renforcement des capacités
* La volonté du changement due à l’extrême dégradation de la situation du
* pays.
 |
| **CONTRIBUTION DE L’APPUI ET DES CONSEILS DU PNUD AUX RÉSULTATS** |
| * Le partenariat du PNUD a été décisif dans la reprise des activités d’aide au développement alors que les autres partenaires avaient quitté le pays.
* Le suivi par l’Unité des Politiques et Stratégies du projet une fois lancé.
 |
| **FONCTIONNEMENT DU SYSTEME DE SUIVI ET EVALUATION** |
| * Les structures des 3 sous systèmes de suivi et évaluation existent
* Les responsables ont été désignés
* Les indicateurs ont été définis

Cependant le système ne fonctionne pas en raison : * Du manque d’équipements
* Des indemnités de déplacement non disponibles
* Des effectifs qualifiés forts réduits
 |
| **REMARQUES ET SUGGESTIONS** |
| Un renforcement des capacités robuste est vivement souhaité dans le domaine du suivi et évaluation, ainsi que dans celui de l’élaboration du CDMT/CDSMT. |

1. **LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS**

|  |
| --- |
| **TYPES D’APPUIS** |
| Renforcement des capacités et Fourniture limitée d’équipements |
| **RESULTATS** |
| * + Equipe compétente
	+ Evaluation des besoins pour l’atteinte des OMD disponible.
	+ CDSMT disponible
	+ Stratégie sectorielle disponible
 |
| **FACTEURS AYANT CONTRIBUE A L’ATTEINTE DES RÉSULTATS** |
| * Acquisition de certaines nouvelles compétences
* Familiarisation des cadres avec de nouvelles méthodologies de travail
 |
|  **CONTRIBUTION DE L’APPUI ET DES CONSEILS DU PNUD AUX RÉSULTATS** |
| * Le travail de mobilisation des bailleurs de fonds
* L’engagement dans le renforcement des capacités
* Le suivi par l’Unité des Politiques et Stratégies.
 |
| **FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME DE SUIVI ET EVALUATION** |
| Les indicateurs existent, mais le système ne fonctionne pas en raison :* du fait qu’il n’y a aucun projet dont il faut assurer le suivi.
* de l’insuffisance du personnel formé.
 |
|  **REMARQUES ET SUGGESTION** |
| Le secteur souhaite : * un renforcement des capacités pour le suivi et évaluation, ainsi que pour l’élaboration du CDMT/CDSMT
* voir le PNUD rendre son partenariat plus dynamique dans le suivi des activités du secteur.
 |

1. **COMITE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA (CNLS -VIH/SIDA)**

|  |
| --- |
| **TYPES D’APPUIS[[6]](#footnote-7)** |
| Renforcement des capacités. |
| **RESULTATS** |
| * Intégration du volet VIH/SIDA au DSRP
* Mise en place d’un cadre stratégique national
* Personnel formé au niveau central et décentralisé.
* Carte d’engagement et de leadership
* Cartographie des capacités des interventions des personnes vivant avec le VIH/SIDA.
* Elaboration d’un CDMT (intégré à la santé)
* Evaluation des besoins pour l’atteinte des OMD (intégré à la santé)
 |
|  **FACTEURS AYANT CONTRIBUE A L’ATTEINTE DES RÉSULTATS** |
| * L’acquisition de nouvelles compétences
* Des outils de gestion efficients
 |
|  **CONTRIBUTION DE L’APPUI ET DES CONSEILS DU PNUD AUX RESULTATS** |
| * Les efforts déployés pour le renforcement des capacités
* Le suivi par l’Unité des Politiques et Stratégies.
 |
| **FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME DE SUIVI ET ÉVALUATION** |
| * Un guide du système de suivi et évaluation avec des indicateurs harmonisés a été élaboré.
* Le système de suivi et évaluation fonctionne de manière satisfaisante.
 |
| **REMARQUES ET SUGGESTIONS** |
| * En dépit du bon fonctionnement du système en place, un renforcement des capacités en suivi et évaluation, et dans le domaine de l’élaboration du CDMT/CDSMT est nécessaire. En effet, l’effectif qualifié est très réduit et le moindre départ rendrait non opérationnel le système.
 |

1. **LA SANTÉ**

|  |
| --- |
| **TYPES D’APPUIS** |
| Renforcement des capacités, et appuis techniques par le biais de consultants |
| **RESULTATS** |
| * Le secteur dispose d’une stratégie sectorielle
* Le secteur a élaboré un CDMT
* Le secteur dispose d’une évaluation des besoins pour l’atteinte des OMD
* Le secteur dispose d’un personnel formé dans les domaines de la planification, de l’élaboration des stratégies et du costing.
 |
| **FACTEURS AYANT CONTRIBUE A L’ATTEINTE DES RÉSULTATS** |
| * L’acquisition de nouvelles expertises du au renforcement des capacités
* L’apprentissage de nouvelles méthodes de gestion
 |
| **CONTRIBUTION DE L’APPUI ET DES CONSEIL DU PNUD AUX RESULTATS** |
| * Le suivi par l’Unité des Politiques et Stratégies.
* L’implication du PNUD dans le renforcement des capacités.
 |
| **FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME DE SUIVI ET EVALUATION** |
| * Les structures du système de suivi et évaluation existent, mais le système ne fonctionne pas en raison : du manque de ressources humaines qualifiées, et de l’insuffisance des ressources financières nécessaires aux activités de suivi sur le terrain.
 |
| **REMARQUES ET SUGGESTIONS** |
| * Un renforcement des capacités est fortement souhaité, en suivi et évaluation, de même qu’un appui budgétaire destiné aux activités de suivi sur le terrain.
* Une continuation du renforcement des capacités pour l’élaboration du CDMT/CDSMT est aussi souhaitée, car l’effectif qualifié est très réduit et le moindre départ compromettrait le fonctionnement de la structure existante.
 |

1. **EAU ET ASSAINISSEMENT**

|  |
| --- |
| **TYPES D’APPUIS** |
| Renforcement des capacités et fournitures limitée de petits équipements |
| **RESULTATS** |
| * Compétence dans les stratégies d’intervention.
* Costing des besoins pour l’atteinte des OMD disponible
* Document d’une stratégie sectorielle disponible
* Elaboration de matrices des actions prioritaires
 |
| **FACTEURS AYANT CONTRIBUE A L’ATTEINTE DES RESULTATS** |
| * L’acquisition de nouvelles compétences.
* L’acquisition de nouvelles méthodologies de gestion
 |
| **CONTRIBUTION DE L’APPUI ET DES CONSEILS DU PNUD AUX RESULTATS** |
| * Les interventions dans le renforcement des capacités.
* Le suivi des projets par l’Unité des Politiques et Stratégies.
 |
| **FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME DE SUIVI ET EVALUATION** |
| Le système de suivi et évaluation ne fonctionne pas car les indicateurs ne sont pas renseignés. |
| **REMARQUES ET SUGGESTIONS** |
| * Le renforcement des capacités, dans les domaines du suivi- évaluation, et du CDMT/CDSMT est vivement souhaité.
* Le secteur souhaite voir le PNUD accroître le dynamisme de son partenariat dans le suivi des activités du secteur.
 |

1. **DEVELOPPEMENT RURAL**

|  |
| --- |
| **TYPES D’APPUIS** |
| * Renforcement des capacités
* Appui limité pour la logistique et les fournitures de bureau
 |
| **RESULTATS** |
| * Mise en place d’une équipe compétente.
* Formation dans la lutte contre la pauvreté.
* Elaboration d’une stratégie sectorielle disponible.
* Evaluation des besoins pour l’atteinte des OMD disponible
 |
| **FACTEURS AYANT CONTRIBUE A L’ATTEINTE DES RESULTATS** |
| * Le renforcement des capacités
 |
| **CONTRIBUTION DE L’APPUI ET DES CONSEILS DU PNUD AUX RESULTATS** |
| * Les interventions dans le renforcement des capacités.
* Le suivi des projets par l’Unité des Politiques et Stratégies.
 |
| **FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME DE SUIVI ET EVALUATION** |
| La direction du suivi et évaluation ne fonctionne pas en raison :* Du manque de ressources.
* Du fait qu’il n’y a pas de projets dont le suivi devrait être assuré.
* Du fait de l’insuffisance des effectifs bien formés
 |
| **REMARQUES ET SUGGESTIONS** |
| * Le renforcement des capacités, dans les domaines du suivi- évaluation, et de l’élaboration du CDMT/CDSMT est fortement souhaité.
 |

1. **EDUCATION**

|  |
| --- |
| **TYPES D’APPUIS** |
| * Renforcement des capacités
 |
| **RESULTATS** |
| * Mise en place d’une équipe compétente.
* Stratégie sectorielle disponible
* Le CDMT disponible.
* Evaluation des besoins pour l’atteinte des OMD disponible
 |
| **FACTEURS AYANT CONTRIBUE A L’ATTEINTE DES RESULTATS** |
| * Le renforcement des capacités.
* La disponibilité des données.
 |
| **CONTRIBUTION DE L’APPUI ET DES CONSEILS DU PNUD AUX RESULTATS** |
| * Les interventions dans le renforcement des capacités.
* Le suivi des projets par l’Unité des Politiques et Stratégies.
 |
| **FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME DE SUIVI ET EVALUATION** |
| * Le mécanisme de suivi et évaluation existe avec des indicateurs pertinents.
* Le système fonctionnement de manière satisfaisante
 |
| **REMARQUES ET SUGGESTIONS** |
| * En dépit du bon fonctionnement du système en place, une continuation du renforcement des capacités en suivi et évaluation, et dans le domaine de l’élaboration du CDMT/CDSMT est nécessaire. En effet, l’effectif qualifié est très réduit et le moindre départ rendrait non opérationnel le système.
* Dans le cadre des interventions futures, le représentant du secteur souhaite voir le PNUD élargir son champ d’action notamment pour les domaines du préscolaire et de l’alphabétisation.
 |

1. **SECTEUR PRIVE**

Outre les données de la revue documentaire, des interviews ont été menées auprès du **Cadre Intégré** du Ministère du Commerce, du Ministère des Mines, et de la Chambre de Commerce, de l’Industrie, des Mines et Artisanat (CCIMA) pour ce secteur.

|  |
| --- |
| **TYPES D’APPUIS** |
| * Renforcement des capacités
* Fourniture d’équipements informatiques
 |
| **RESULTATS** |
| * Document du cadre intégré disponible.
* Répertoire des unités économiques de Centrafrique disponible (RUECA)
* Code des investissements et code du commerce: études clôturées et disponibles[[7]](#footnote-8) (cadre légal et réglementaire)
 |
| **FACTEURS AYANT CONTRIBUE A L’ATTEINTE DES RESULTATS** |
| * Le renforcement des capacités
* L’appui financier et technique
 |
| **CONTRIBUTION DE L’APPUI ET DES CONSEILS DU PNUD AUX RESULTATS** |
| * Suivi rapproché des activités du projet
 |
| **FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME DE SUIVI ET EVALUATION** |
| Le système de suivi et évaluation est implanté et est fonctionnel |
| **REMARQUES ET SUGGESTIONS** |
| * En dépit du bon fonctionnement du système en place, un renforcement des capacités en suivi et évaluation est nécessaire. En effet, l’effectif qualifié est très réduit et le moindre départ rendrait non opérationnel le système.
* Le cadre intégré estime faire correctement sa part dans la préparation et la présentation des dossiers de décaissement des fonds, il souhaite de la part du PNUD une amélioration de la gestion des délais qui constituent dans certains cas un obstacle au bon déroulement des activités du projet.
 |

1. **GENRE**

|  |
| --- |
| **TYPES D’APPUIS** |
| * Renforcement des capacités
 |
| **RESULTATS** |
| * Stratégie sectorielle disponible
* Evaluation des besoins des OMD disponible
 |
| **FACTEURS AYANT CONTRIBUE A L’ATTEINTE DES RESULTATS** |
| * Une très forte mobilisation
* L’acquisition de nouvelles compétences
 |
| **CONTRIBUTION DE L’APPUI ET DES CONSEILS DU PNUD AUX RESULTATS** |
| * Suivi rapproché des activités du projet par le PNUD
 |
| **FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME DE SUIVI ET EVALUATION** |
| * En dépit de l’existence des structures et des indicateurs, le système ne fonctionne pas principalement à cause des départs et mutations qui ont privé ce secteur de ses cadres formés.
 |
| **REMARQUES ET SUGGESTIONS** |
| * Un renforcement des capacités des cadres en suivi et évaluation, et en CDMT/CDSMT est fort souhaité pour remplacer les effectifs perdus, et pour accroître la capacité d’analyse de la situation du secteur.
* Le secteur souhaite voir le PNUD l’appuyer pour une participation du genre en ce qui concerne la prise de décision au sein instances nationales.
 |

1. **APPUIS SPECIFIQUES**

Le PNUD a dispensé un appui financier  à:

1. L’organisation de l’enquête sur la Déclaration de Paris relative à l’efficacité de l’aide à la RCA.
2. L’élaboration du rapport sur la coopération au développement de 2007 (RCD)
3. L’élaboration du rapport national sur le développement humain (RNDH)
4. L’élaboration du Rapport National sur le Suivi des OMD

Les appuis ci-dessus, au même titre que celles identifiées précédemment, ont pavé la route vers l’élaboration du Document de Stratégie de Réduction de La Pauvreté.

Suivant les chiffres en notre possession un montant total de 1.436.426,41 $ us a été dépensé sur un budget de 1.482.000 $ us soit 97% du montant prévu. Toutefois, les données en notre possession ne permettent guère d’établir la comparaison entre la répartition des dépenses par sous-programme et celle des prévisions contenues dans le document du projet tel que prévu ci-dessous. Cette faille proviendrait du fait que les budgets installés dans le système Atlas ne correspondaient pas aux sous-programmes du document du projet de mars 2007. Cette incohérence mérite correction.

1. **INTERPRETATION DES RESULTATS**

Conformément au but et objectif **primordial** du projet qui consiste à « renforcer les capacités des administrations centrafricaines dans la mise en œuvre des stratégies de croissance et de l’emploi et dans l’utilisation des outils de planification et de gestion à long terme »[[8]](#footnote-9), le **renforcement des capacités** constitue la pièce maîtresse du projet. En effet, l’appui à ce volet couvre plus de **70%** **des dépenses prévues au budget du projet**.

**RÉSULTATS GLOBAL DES APPUIS DISPENSÉS PAR LE PROJET**

A analyser ce qui a été accompli par le projet en matière d’appui au renforcement des capacités et en appui financier, le bilan ci-après peut-être établi à partir des résultats, (produits finaux disponibles), atteints grâce à ces appuis, en comparaison des objectifs visés par le projet.

* + - * 1. **EVALUATION QUANTITATIVE**

**#Appui au renforcement des capacités**

* + - **Elaboration de stratégies sectorielles**

7 secteurs prioritaires sur 7 ont produit des documents de leur stratégie sectorielle (100%).

* + - **Evaluation des besoins des secteurs prioritaires pour l’atteinte des OMD**

7 secteurs prioritaires sur 7 on produit des rapports d’évaluation des besoins des OMD (100%).

* + - **Elaboration du cadre sectoriel des dépenses à moyen terme (CDSMT)**
			* 1. secteurs sur 7 ont produit des CDSMT (43%).
		- **Elaboration d’un mécanisme de suivi et évaluation du DSRP et des OMD**

3 secteurs sur 7 secteurs prioritaires, plus le secteur privé[[9]](#footnote-10) (8) ont un système qui fonctionne, ceci malgré l’implantation des structures et la définition des indicateurs pour tous les secteurs (38%).

L’analyse montre que les points faibles en matière de renforcement des capacités se situent surtout au niveau de l’élaboration des **CDMT** et **CDSMT[[10]](#footnote-11), et du Suivi et Evaluation,** suite : à l’insuffisance du personnel qualifié, au manque d’équipements, et à la question des indemnités des agents (spécialement pour le suivi et évaluation) qui paralysent le fonctionnement du système de suivi et évaluation. Il faut ajouter à ces causes la mobilité du personnel des administrations due aux mutations et qui contribue fortement à priver les départements techniques de leurs cadres formés.

Cette problématique constitue le plus grand défi pour une politique de renforcement des capacités viable sur le long terme.

**A.**

**Le taux d’atteinte moyen des objectifs pour ce qui est du volet renforcement des capacités représente 70,25%.**

**#Appui financier du PNUD ayant permis de disposer des produits spécifiques ci-après:**

* **Finalisation du DSRP**

Le DSRP est disponible (100%).

* **Elaboration du RNDH**

Le RNDH est disponible (100%).

* **Elaboration du Rapport sur la Coopération au Développement**

Le rapport sur la RCD est disponible (100%).

* **Enquête sur la Déclaration de Paris relative à l’efficacité de l’aide.**

L’enquête a été réalisée et le rapport est disponible (100%).

* **Document du cadre intégré :** le document estdisponible (100%)
* **Enquête portant sur le RUECA :** l’enquête est disponible (100%)
* **Cadre réglementaire et légal du secteur privé :** le document est disponible (100%)

|  |
| --- |
| B.**Le taux d’atteinte moyen des objectifs pour le volet appui financier représente 100%.** |

|  |
| --- |
| **MOYENNE GENERALE** **D’ATTEINTE DES OBJECTIFS****(A+B)/2= 85%** |

* + - * 1. **EVALUATION QUALITATIVE**

D’un point de vue qualitatif, on peut souligner de notables améliorations dues à l’action du projet d’appui :

* Beaucoup de points focaux jouent un rôle très utile et dynamique dans les ministères.
* Il existe aujourd’hui une unité de langage qui facilite le dialogue intersectoriel en raison des ateliers et des sessions de formation communes à travers : les outils de gestion et de planification, l’approche méthodologique dans l’analyse, et la vision unique de lutte contre la pauvrteté.
* Incontestablement, même si c’est à un niveau très limité, il y a des agents de la fonction publique qui sont en mesure de travailler avec de nouvelles méthodologies, et de manier de nouveaux outils de gestion et de planification avec succès.
* Enfin, il y a une forte prise de conscience, et un intérêt croissant de la part de très nombreux cadres de la fonction publique en ce qui concerne le caractère incontournable du renforcement des capacités comme clé de la lutte contre la pauvreté.

**#. Le partenariat du PNUD**

* Pour l’ensemble des secteurs et institutions visités, le partenariat du PNUD est considéré comme un **support décisif** dans la lutte contre la pauvreté axée sur les OMD, surtout en raison de son rôle de mobilisateur de l’aide au développement au bénéfice du pays.
* Il y a unanimité sur le fait qu’un travail **très important** reste à faire surtout en renforcement des capacités des administrations du pays et que le DSRP de 2ème génération devrait prendre en considération cette préoccupation de première importance.
* Toutefois, des préoccupations demeurent au sein des secteurs bénéficiaires sur un suivi plus dynamique de leurs activités par le PNUD.

**#. Niveau d’appropriation des produits générés par l’appui du projet**

Les résultats générés par le projet sont considérés par la totalité des parties prenantes bénéficiaires que nous avons rencontrées comme un acquis précieux qu’il convient d’entretenir et de développer, et les responsables sont fiers de ces nouvelles acquisitions de connaissances. Toutefois, il convient de souligner que le niveau d’appropriation en termes de maîtrise de certains outils de planification et de gestion montre encore d’évidentes faiblesses spécialement en ce qui concerne l’élaboration des outils de gestion des finances publiques et le suivi et évaluation des programmes et projets.

 #. **Application des critères d’évaluation**

* **La pertinence de l’appui**

 Considérant la situation de l’administration publique centrafricaine après la période d’instabilité prolongée, il ne fait aucun doute que le caractère de cet appui répondait aux attentes du pays.

* **La cohérence**

 Les moyens déployés pour atteindre les objectifs du programme étaient adéquats dans les limites des ressources disponibles.

* **Efficacité**

Au regard des résultats atteints tels que quantifiés plus haut, les objectifs ont été atteints dans leur plus grande partie. L’estimation du taux de réussite moyen est de 85%.

* **Efficience**

Est-ce que les moyens mis en œuvre sont à la mesure des résultats? Ceci ne peut être déterminé que par la comparaison entre les résultats de cette évaluation et ceux d’un autre projet de nature comparable. Ce type de données n’est pas présentement disponible.

* **Impact**

L’ensemble des effets générés par le projet tel qu’il apparaît dans l’analyse des résultats, en termes d’acquisitions de nouvelles compétences et de fonctionnement des structures appuyées, est très positif mais limité. En effet, on trouve dans certains ministères des cadres dotés de nouvelles méthodologies de travail et capables de manier des outils de gestion qui étaient hors de leur portée avant la mise en œuvre du programme d’appui, même si les besoins encore à satisfaire demeurent énormes.

* **Pérennité**

Le processus de renforcement des capacités est à ses débuts et encore très fragile, il ne pourrait pas survivre au retrait de l’assistance. Ce critère ne peut permettre une évaluation crédible qu’à la suite d’un processus d’appui étalé sur le long terme.

1. **RECOMMANDATIONS**

Au regard des résultats de la présente évaluation nous recommandons les actions ci-après :

1. **Disposition additionnelle pour l’appui au renforcement des capacités.**

En dépit des grands efforts consentis dans le domaine du renforcement des capacités, le travail qui reste à faire pour couvrir l’essentiel des besoins du pays demeure considérable. En effet, il est apparu que même là où les besoins en renforcement des capacités paraissaient relativement satisfaisants, le moindre départ risquait de compromettre le fonctionnement du système en raison des effectifs formés très réduits.

Une des solutions à cette problématique serait de consacrer des ressources substantielles à la formation d’un **noyau dur** de cadres centrafricains qui assurerait et assumerait le rôle de **formateur** pour les nouveaux cadres de l’administration publique et d’**encadreurs** pour les mises à niveau des cadres expérimentés. Cette option pourrait prendre pied à partir des pools des projets existants.

Cette solution implique au préalable une étude détaillée des besoins du pays en renforcement des capacités.

1. **Action au sein du Cadre Global des Appuis Budgétaires (C.G.A.B)**

En sa qualité de membre observateur au sein de cette matrice commune d’intervention des bailleurs de fonds (appuis budgétaires), le PNUD devrait utiliser ce canal pour négocier avec les bailleurs de fonds un financement substantiel axé sur le renforcement des capacités notamment pour les volets les plus faibles que l’évaluation a mis en évidence à savoir : **l’élaboration des plans d’actions prioritaires (PAP), la construction d’un Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) et des Cadres de dépenses Sectorielles à Moyen Terme (CDS-MT) ainsi que le renforcement du suivi et évaluation des Programmes**.

1. **Stabilisation des cadres formés au sein de la fonction publique**

Les cadres formés sont très souvent mutés à d’autres postes au sein de la fonction publique dans lesquelles leur expertise n’est pas requise, ou alors ils démissionnent tout simplement pour entreprendre d’autres projets. Cette instabilité constitue le plus grand défi aux ambitions de renforcement des capacités. Une des solutions à cette contrainte consisterait à :

1. Amener les cadres ayant été formés, dans le cadre des programmes d’appui, à signer un contrat avec le gouvernement d’une durée minimale au sein de la fonction publique (en contrepartie de l’expertise reçue).
2. Arriver à une entente avec le gouvernement dont le but serait de ne pas déplacer le personnel technique formé dans le cadre de ce type de projet durant une période à convenir.
3. A améliorer le système de sélection du personnel devant être formé, dans la mesure où une partie des candidats à la formation ne s’intéressent aux travaux des ateliers qu’en raison des perdiem distribués alors qu’ils n’ont pas le niveau d’instruction requis pour y accéder. Ce comportement favorise aussi les « abandons » fréquents.
4. Envisager dans le cadre d’un appui budgétaire, (négocié avec un autre partenaire), l’instauration d’une prime de rétention pour ce personnel formé[[11]](#footnote-12).

Cette série de dispositions aurait le mérite de garantir dans une certaine mesure la pérennité des résultats du programme de renforcement des capacités en RCA. Leur mise à l’essai mériterait d’être prise en considération[[12]](#footnote-13).

1. **Cohérence des rubriques budgétaires installées dans le système Atlas versus celles utilisées dans le document de projet.**

Nous recommandons que les rubriques budgétaires installées dans le système Atlas soient les mêmes que celles utilisées dans les documents de projet. En effet, cette concordance permettra une plus grande clarté dans le suivi et évaluation des projets faute de quoi il sera problématique d’établir une comparaison entre les prévisions des dépenses et les dépenses effectives.

1. **Les lourdeurs administratives**

A l’évidence, ce problème pourrait être résolu à deux niveaux :

* LE PNUD aurait intérêt à informer les parties prenantes, de la manière la plus claire, des exigences du système des Nations Unies en ce qui concerne les mécanismes de décaissement des fonds. Cette action serait complétée par des brèves séances d’information et de formation sur les outils et la façon dont les des dossiers devraient être préparés et présentés pour les paiements directs ou la mise à disposition de fonds sollicités. Ceci éviterait des frustrations dues au manque d’information.
* Les parties prenantes devraient, à leur niveau, être proactives, et chercher à plus s’impliquer en vue de mieux connaître et de maîtriser les mécanismes qui gouvernent les procédures administratives du PNUD et du système de Nations Unies, spécialement en matière de remise d’espèces et d’élaboration des rapports.

Cette double action convergente serait de nature à harmoniser la communication et les rapports des deux parties en ce qui concerne la problématique des lourdeurs administratives.

 **ANNEXES**

**UNDP Management Response**

Evaluation des interventions du PNUD en matière d’Appui à la formulation d’une stratégie de réduction de la pauvreté axée sur les OMD 2006-2007

**Date: Juillet 2010**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| PREPARED BY : Youssoufa SILLA | POSITION : Economiste nat | UNIT/BUREAU : UPS/PNUD RCA |
| CLEARED BY : Amadou MAIGA | POSITION : Rep. Rés. Adjoint | UNIT/BUREAU : PNUD/RCA |
| INPUT INTO AND UPDATE IN ERC : Maxime MBINGA | POSITION : Ass. Rep. Résident | UNIT/BUREAU : Unité Pauvreté PNUD/RCA |

|  |
| --- |
| Commentaire : Ces recommandations s’appliquent à tous les secteurs et organismes ayant bénéficié de l’appui du projet 00053229. Leur mise en œuvre exigerait une étude préliminaire des besoins en renforcement des capacités au sein du secteur de l’administration publique centrafricaine. Cette étape permettrait de disposer d’un précieux guide pour le succès de cette politique de renforcement des capacités à moyen et long terme. |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Evaluation recommandation or issue 1 :** Dispositions additionnelles au renforcement des capacités.  |  |  |  |  |
| **Management response :**  | Activité à entreprendre  |  |  |  |
| **Key action : Créer une équipe de formateurs** | **Time Frame** | **Responsible Unit** | **Tracking** |
| **Status** | **Comments** |
| Formation d’une équipe solide, (noyau dur), de cadres centrafricains qui assureraient le rôle de formateurs pour les nouveaux cadres, et d’encadreurs pour les mises à niveau des cadres expérimentés dans le domaine du renforcement des capacités au sein de la fonction publique.  | Début Janvier 2011- Continu. | Unité des Politiques et Stratégies. | Activité non encore réalisée | Nécessité d’une investigation au sein des administrations pour connaître l’état des besoins en renforcement des capacités en ce qui concerne  l’élaboration des : CDMT/CDSMT, PAT, stratégies sectorielles, et du costing. |
| **Evaluation recommandation or issue 2** : Disponibilités des ressources financières. |  |  |  |  |
| **Management réponse :**  | Action à entreprendre  |  |  |  |
| **Key action : Mobiliser les ressources financières** | **Time Frame** | **Responsible Unit** | **Tracking** |
| **Status** | **Comments** |
| Négocier avec les partenaires au développement au sein du Cadre Global des Appuis Budgétaires (CGAB) un appui budgétaire pour le financement du renforcement des capacités prioritairement dans les domaines suivants : élaboration des PAT, la construction du CDMT-CDSMT, le suivi et évaluation des projets et programmes | Début novembre 2010-fin décembre 2011 | Unité des Politiques et Stratégies | Activité en cours | Cette action est un préalable à la mise en œuvre des recommandations. |
| **Evaluation recommandation or issue** *3.*: Instabilités des cadres de l’administration. |  |  |  |  |
| **Management response :** | Action à entreprendre en étroite concertation avec le gouvernement |  |  |  |
| **Key action : Stabiliser les cadres formés dans l’administration** | **Time Frame** | **Responsible Unit** | **Tracking** |
| **Status** | **Comments** |
| 1. En contrepartie de la formation reçue, amener les cadres bénéficiaires à rester au service du gouvernement dans leur domaine d’expertise durant une période à convenir.
2. Pousser le gouvernement à ne point procéder à des mutations dommageables pour l’efficacité des départements techniques, et de garantir pour une période à négocier le maintient de l’expert formé au poste pour lequel la formation a été dispensée.
3. Améliorer le système de recrutement des candidats à la formation dans le but d’éviter le recrutement de candidats n’ayant pas le niveau requis, ou tout simplement de candidat uniquement intéressés par les indemnités journaliers de formation.
4. Envisager dans le cadre d’un soutient budgétaire l’instauration d’une prime de rétention pour la stabilisation des experts formés.
 | 2010- 2011 | Unité des Politiques et Stratégies | Activité non encore réalisée | Obtenir au cours de cette période un accord qui sera appuyé sur des dispositions réglementaires établies par le gouvernement. |
| **Evaluation recommandation or issue 4** : Cohérence des rubriques budgétaires |  |  |  |  |
| **Management réponse :**  | Étudier la mise en œuvre de cette disposition au PNUD. |  |  |  |
| **Key action: Assurer la cohérence des rubriques budgétaires entre le système Atlas et les Documents de projet.**  | **Time Frame** | **Responsible Unit** | **Tracking** |
| **Status** | **Comments** |
| Il serait fortement utile que la terminologie des rubriques budgétaires utilisée dans les documents de projet soit la même que celle utilisée dans le système Atlas afin de faciliter la clarté dans les affectations budgétaires, et dans l’identification des dépenses pour garantir un suivi rigoureux de la destination des fonds.  | Septembre 2010 à fin 2011. | L’Unité PMSU en relation avec le Programme.  | En cours | Cette action se fera en étroite collaboration entre l’Unité PMSU et les Chefs d’unités et chargés de programme.  |
| **Evaluation recommendation or issue 5 :** Contraintes administratives en termes de délais. |  |  |  |  |
| **Management response**  | Activité à entreprendre. |  |  |  |
|  **Key action : Eviter les lourdeurs administratives**  | **Time Frame** | **Responsible Unit** | **Tracking** |
| **Status** | **Comments** |
| 1. Organiser des séances d’information et de formation à l’intention des cadres centrafricains de l’administration sur les outils et la façon dont les dossiers devraient être préparés et présentés pour les paiements directs ou la mise à disposition des fonds sollicités.
2. Amener les parties prenantes bénéficiaires à beaucoup plus s’impliquer dans ce type de formation afin de maîtriser les mécanismes qui régissent les procédures administratives du PNUD et du système des Nations Unies spécialement en matière de remise d’espèces et d’élaboration des rapports.
 | 2010-2011.  | PMSU/ Suivi Evaluation/Programme/Finances/Ressources Humaines. | Actions en cours | Les actions de formation à l’endroit des gestionnaires des projets NEX ont commencé et les outils (manuels) de gestion NEX sont confectionnés et mises à disposition des bénéficiaires. |



**LISTE DES PERSONNES RENCONTRÉES ET DES INSTITUTIONS VISITÉES**

* + - * 1. **Amadou Maïga**.

Représentant Résident Adjoint

* + - * 1. **Becaye Diarra**

Economiste Principal du PNUD

* + - * 1. **Youssoufa Silla.**

Economiste National du PNUD

* + - * 1. **Rokhaya Paquita.**

Associé au Programme, et Point Focal Genre PNUD

* + - * 1. **Eugénie Yarafa Pangoullah**

Expert National au Programme Cadre Gouvernance Démocratique et Décentralisation PNUD

* + - * 1. **Nadia Clairette Pademona**

Economiste National FMI

* + - * 1. **Alain Badjeck**

Consultant International FNUAP

* + - * 1. **Moïse Zami.**

Expert en Participation au Secrétariat technique National DSRP

* + - * 1. **Edwige Nguelebe.**

Point Focal Responsable de l’appui aux communautés Commission Nationale de Lutte contre le Sida.

* + - * 1. **Irène Pounebingui**

Chef de Service au Ministère du Plan

* + - * 1. **Dr. Philémon Mbessan**

Médecin chef de service Ministère de la Santé Publique et de la Population

* + - * 1. **Michel Lebaramo**

Coordinateur STP eau et assainissement

Direction Générale de l’hydraulique

Ministère des Mines, de l’Energie et de l’Hydraulique

* + - * 1. **Alphonse Komoko**

Coordonateur du Comité Sectoriel Transport DSRP

Ministère des Transports et du Désenclavement.

* + - * 1. **Joseph Danga**

Directeur

Ministère de l’agriculture

* + - * 1. **Désiré Yassigao**

Ex Coordonateur STN/ARCAD

Ministère du Plan, de l’Economie et de la Coopération Internationale.

* + - * 1. **Lucien Mallebanda**

Directeur des Etudes et des Analyses Prospectives

Ministère de l’Education Nationale

* + - * 1. **Michel BINDO**

Coordonateur STN/ARCAD

Ministère du Plan, de l’Economie et de la Coopération Internationale.

* + - * 1. **Germain Wamoustoyo**

Directeur Général du budget

Ministère des finances et du Budget.

* + - * 1. **Ghislain Kongbo**

Expert en Elaboration de Projets (Cadre Intégré)

Ministère du commerce et de l’Industrie

* + - * 1. **Gabriel Belinga**

Directeur des Etudes et de l’Information

Chambre de Commerce, de l’industrie, des Mines et Artisanat

* + - * 1. **Dr.Namboua**

Directeur Général du Ministère de la Santé Publique .

**LISTE DES DOCUMENTS CONSULTÉS**

1. Document du Projet : Programme d’Appui a la Formulation d’une Stratégie de Réduction de la Pauvreté axée sur les OMD. Mars 2007
2. Document du Cadre Intégré. Avril 2008
3. DSRP 2008-2010. Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
4. DSRP 2008-2010. Résumé analytique. Septembre 2007
5. Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Juin 2007
6. Table Ronde des Partenaires au Développement de la RCA. Octobre 2007. Synthèse de l’Evaluation des Besoins : Plaidoyer pour la mobilisation des partenaires au développement.
7. Avant projet de loi portant réglementation des activités commerciales en RCA.
8. Rapport Général de la Réunion de la Table Ronde de Bruxelles d’octobre 2007.
9. Rapport National sur le Développement Humain. PNUD juillet 2008.
10. Impact du VIH/SIDA sur le Développement en RCA. Institut IDEA International-PNUD 2005.
11. Coopération au Développement. Aide Publique au Développement (2002-2205). Tendances et Perspectives.
12. Coopération au Développement. Aide Publique au Développement Novembre 2007. Tendances et Perspectives.
13. Pour une stratégie de croissance pro-pauvre et au service du développement humain : Contrainte et défis pour la RCA. PNUD 2006.
14. Rapport Mondial sur le développement 2007-2008.
15. Evaluation des besoins en eau-assainissement et sécurité alimentaire : Axe N’Dele-N,Garba. Octobre 2008.
16. Rapport Général de l’atelier national de formation sur la méthodologie d’évaluation des besoins et des coûts pour le financement des OMD en RCA. Hôtel Oubangui 29 novembre-07 décembre 2006.
17. Scénario d’évaluation des besoins de financement basés sur les engagements du G8 au sommet de Gleneagles : cas de la RCA.
18. Plaidoyer pour la mobilisation des ressources en faveur des objectifs du millénaire pour le développement en RCA : Synthèse de l’évaluation des besoins septembre 2007.
19. Mission d’appui a l’évaluation des besoins pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement en RCA : Rapport sectoriel « éducation » septembre 2007.
20. Mission d’appui a l’évaluation des besoins pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement en RCA : Rapport sectoriel « genre » septembre 2007.
21. Evaluation des besoins de financement pour l’atteinte des OMD dans le secteur de l’eau et de l’assainissement en RCA : Groupe sectoriel « eau et assainissement » septembre 2007.
22. Stratégie pour le développement des infrastructures routières et de transport pour l’atteinte des OMD en RCA. Septembre 2007.
23. Evaluation des coûts et besoins de financement des OMD dans le secteur de la santé de la RCA. Septembre 2007.
24. Estimation des besoins en ressources pour l’atteinte de la cible 2 de l’objectif 1 des OMD en RCA en 2015. Septembre 2007.
25. CDMT : Secteur des transports. 2007
26. CDMT : secteur de la santé. 2007
27. CDMT : secteur de l’éducation. 2007
28. Matrice du Plan de Travail 2007 de l’Unité Economique du PNUD
29. Matrice du Plan de Travail 2007 de l’Unité Pauvreté du PNUD
30. Stratégie d’intégration genre : Les outils d’intégration de l’approche genre. 2007.
31. Stratégie sectorielle du secteur de la santé 2007.
32. Stratégie sectorielle du secteur de l’emploi 2007
33. Environnement des affaires : Promotion et développement du secteur privé 2007.
34. Stratégie sectorielle du secteur privé 2007
35. Stratégie sectorielle du secteur des transports 2007.
36. Stratégie sectorielle du secteur du développement rural 2007.
37. Stratégie sectorielle du secteur de l’éducation 2007.
38. Stratégie sectorielle du secteur de l’eau et assainissement 2007.
39. Stratégie sectorielle du secteur du VIH/SIDA 2007.
40. Stratégie sectorielle du secteur genre 2007.
41. Stratégie sectorielle du secteur forestier 2007.
42. Cadre stratégique de lutte contre la Pauvreté décembre 2006. Ministère du Plan, de l’Economie et de la coopération internationale.
43. Note d’orientation sur le système de suivi et évaluation du DSRP/OMD en RCA. PNUD 2006.
44. A propos du document de stratégie de réduction de la pauvreté en RCA. Mai 2007.
45. Programme d’appui au suivi régional des DSRP et OMD (RAF/02/009).Décembre 2007.
46. Plan d’action de la politique nationale de promotion de l’égalité et de l’équité : Juillet 2007.UNFPA.
47. Plan Cadre des Nations unies pour le Développement (UNDAF) : RCA. Système des Nations unies en RCA 2007-2011/ Avril 2006.
48. DSRP 2008-2010 : Rapport annuel de mise en œuvre. Mars 2009.
49. Plan national de développement sanitaire : PNDS 2
50. Rapport de la revue annuelle 2009 du programme de coopération RCA-FNUAP février 2010.

**LISTE DES PARTICIPANTS A L’ATELIER DE RESTITUTION DU 28-07-2010**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom et Prénoms** |  **Institution ou représentés** |
| 1- SILLA YOUSSOUFA | PNUD |
| 2- KONGBO-NGOMBE Ghislain | Cadre Integré |
| 3- INOUSSE Bouba |  Education |
| 4- MALLEBANDA Lucien | Education |
| 5-NZOLAMO-NZILAVO Cyrille | Mines |
| 6- DANGA Joseph | MDRA |
| 7- DONGAI Isaac Blaise | DEP/MDRA |
| 8- MANINGUERE Marcel | Santé Publique |
| 9- MAMADOU Dieudonné | Santé Publique |
| 10- NGUELEBE Edwige Octave | CNLS |
| 11- SERBOUA André | Consultant national |
| 12-MANDJEKA Charles | Infrastructure des transports |
| 13- FETE Noël | Infrastructure des transports |
| 14- RWASAMANZI Gaston | Consultant international |
| 15- YASSIGAO Désiré | USGP |
| 16- AMOLOMASSATIEM Kévin | USGP |
| 17- ZAMI Moïse | STN/DSRP |
| 18- GUENEGAFO Alexis | CS/Finances etBudget |
| 19- LIBANGUE-BORA Christian | STN |
| 20- GOUNEBANA Gatien | USGP |
| 21- MOSSELEGOUA Patricia | STN |
| 22- YARAFA Eugénie | EN PCGD/PNUD |
| 23- ADELAYE Carine | STN/DSRP |

1. Table Ronde des partenaires au Développement de la RCA 26-102007 : Plaidoyer pour la mobilisation des partenaires au développement. Rapport des enquêtes ECVU/ECVR de 2003 [↑](#footnote-ref-2)
2. Programme d’Appui à la Formulation d’une Stratégie de Réduction de la Pauvreté axée sur les OMD 1er mars 2007. [↑](#footnote-ref-3)
3. Document du projet : Programme d’appui a la formulation d’une stratégie de réduction de la pauvreté axée sur les OMD, page 3 - Mars 2007 [↑](#footnote-ref-4)
4. Guide du praticien: Suivi et évaluation des projets et programmes à exécution nationale (NEX). PNUD Avril 2007 [↑](#footnote-ref-5)
5. TDR page 4 : Méthodologie [↑](#footnote-ref-6)
6. Le CNLS comporte 3 volets : la prévention, la prise en charge, et la coordination-suivi et évaluation, le PNUD n’appui que la coordination-suivi-évaluation. [↑](#footnote-ref-7)
7. Les textes finaux ont été validés, ils seront envoyés au gouvernement pour examen et présentation à la commission des textes du parlement). [↑](#footnote-ref-8)
8. Document du projet 01 mars 2007 page 3 [↑](#footnote-ref-9)
9. Il s’agit : du VIH/SIDA, de l’éducation, et du cadre intégré (secteur privé). [↑](#footnote-ref-10)
10. La direction générale du budget a exprimé de très vives préoccupations sur ce volet. [↑](#footnote-ref-11)
11. Dans le cadre du C.G.A.B. Ce genre d’ententes existe dans certains pays où les secteurs sensibles sont pris en charge par les partenaires dans le cadre d’un appui budgétaire moyennant des conditions spécifiques ; c’est le cas du DFID au Rwanda dans le secteur de l’éducation élémentaire. [↑](#footnote-ref-12)
12. De notre point de vue, cette problématique trouvera sa solution à long terme à travers : la consolidation de la paix, la croissance économique, la maîtrise de la gestion des finances publiques qui contribueront à accroître les revenus de l’Etat. [↑](#footnote-ref-13)